

Nouvelle-Calédonie : la campagne quasi-impossible

L'organisation du scrutin des législatives se heurte à une nouvelle poussée de violences dans les îles du Pacifique Sud. Les candidats effectuent une campagne en mode très dégradé.

Une anecdote résume la difficulté. Député macroniste sortant dans la première circonscription de la Nouvelle-Calédonie, Philippe Dunoyer, devait se rendre dans les Îles Loyauté, ce week-end, pour y défendre ses idées. Mais des intrusions sur la piste de l'aéroport, situé à près de 200 kilomètres à l'est de Nouméa, et des pneus brûlés sur le tarmac, ont interdit tout déplacement. « Une campagne électorale ? Quelle campagne ? » s'emporte un chef d'entreprise. « Y'a rien ! »

Après un mois d'émeutes liées à l'adoption par l'Assemblée nationale de la loi constitutionnelle sur le dégel du corps électoral provincial, puis une relative accalmie, la Nouvelle-Calédonie connaît, depuis dimanche, un sursaut de violences. La raison : le transfert dans des établissements pénitentiaires de métropole de sept militants de la Cellule de coordination des actions de terrain (CCAT), mis en examen et placés en détention provisoire. Incendies, échanges de tir... Des troubles sont recensés désormais au-delà de l'agglomération de Nouméa.

Brûler les panneaux

Le couvre-feu à partir de 20 h proscrit toute réunion publique le soir, les rassemblements sont interdits, la circulation demeure compliquée... « Il y a beaucoup de barrages », constate Jean-Patrick Toura, maire indépendantiste de la commune minière de Thio, sur la côte Est. Eddie Lecouereux, maire du Mont-Dore, dans l'agglomération de Nouméa n'a pas



Les forces de l'ordre intervenaient encore lundi sur des barrages indépendantistes dans le nord de Nouméa.

PHOTO : YANN MAINGUET, OUEST-FRANCE

voulu installer les panneaux d'affichage, « par crainte qu'on nous les brûle ». Il préconise aux électeurs inquiets de voter « par procuration ». Notamment dans la partie sud de la commune, coupée du monde par des exactions persistantes.

« On a davantage l'esprit dans le quotidien, comme faire des courses, et notre avenir professionnel,

que dans les élections », signale Sébastien, travailleur indépendant dans l'audiovisuel, qui vit dans ce Mont-Dore isolé malgré lui. « Les législatives vont-elles accentuer le bazar ? »

Dix-huit candidats se présentent dans les deux circonscriptions calédoniennes. Philippe Dunoyer trouve face à lui son ancien allié, le député

Nicolas Metzendorf, qui a changé de circonscription. Dans la deuxième circonscription, la surprise vient de la candidature, sous l'étiquette Indépendantistes et nationalistes, d'Emmanuel Tjibaou, fils de la figure indépendantiste kanak Jean-Marie Tjibaou.

Yann MAINGUET.

Prostitution et guets-apens : le site Coco interdit

Le parquet annonce la fermeture de ce site internet, mis en cause dans plusieurs affaires criminelles. Comme à Angers, où des mineurs donnent rendez-vous pour dépouiller leurs victimes majeures.

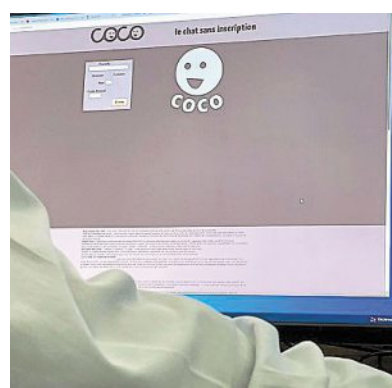
Il y a quelques semaines, dans le parc de la Garenne, à Angers (Maine-et-Loire), un homme alerte la police. Il vient de se faire agresser par une bande de jeunes, qui lui ont aussi volé son téléphone et son portefeuille. Que faisait-il dans le parc ? Il confie aux policiers avoir donné rendez-vous à une femme pour une relation tarifée. Mais cette femme ne viendra jamais. Ce que la victime ne dit pas aux policiers, c'est que la jeune femme qu'il était censé rencontrer avait moins de 17 ans.

En réalité, l'homme est tombé dans un guet-apens. Il s'est connecté sur *Coco.gg*, un site prisé des internautes en quête de rencontres à caractère sexuel. Déjà, le 16 avril, à Grande-Synthe (Nord), un homme de 22 ans avait été battu à mort par deux mineurs, après un rendez-vous via ce

site. Hier, la préfecture de Paris a annoncé la fermeture de Coco. Son propriétaire a été interpellé.

Sur ce site, les personnes s'envoient des photos, discutent par webcam, organisent une rencontre. « Mais derrière la fausse brune sulfureuse, il y a en réalité des mineurs, dont le but est de piéger le majeur qui converse avec elle », confie un policier angevin. En lui donnant rendez-vous, « les auteurs savent que la personne dépouillée ne déposera pas plainte. Pourquoi ? Parce qu'elle se sent vulnérable par le fait d'être aussi autrice d'une infraction. »

Les dossiers affluent. Une dizaine d'affaires ont été traitées par le parquet d'Angers dans les douze derniers mois. « Les deux dernières ont donné lieu à un jugement devant le tribunal correctionnel ou à un déte-



Le site de rencontre « Coco.gg ».

PHOTO : JOEL LE GALL, OUEST-FRANCE

rement pour les mineurs. Tous les procureurs de France ont fait remonter leurs affaires pour demander la fermeture de ce site », indique Éric Bouillard, procureur de la Répu-

blique d'Angers. Il précise que « les victimes avaient recours soit à la prostitution, soit à la pédopornographie ».

En 2023, un homme avait été violemment agressé sur un parking d'Angers, alors qu'il se rendait à un rendez-vous après une rencontre sur Internet. « Ils ont volé la voiture de la victime après l'avoir frappée », explique M^e Charline Chevalier. L'un des agresseurs a été condamné à huit mois de prison ferme. Tandis que début mai, douze hommes, âgés de 25 ans à 60 ans, étaient jugés à Valenciennes (Nord) pour avoir eu des relations sexuelles avec une adolescente de 14 ans, rencontrée sur le site Coco. Dix d'entre eux ont été condamnés à de la prison ferme.

Maël FABRE.

Réflexion

Législatives : « Les 30 juin et 7 juillet, unissons-nous ! »



Jean-François Serre (1) ; Laurent Davezies (2) ; Guy Burgel, à droite (3). Absent sur les photos, Claude Lacour (4).

PHOTO : COLLECTIONS PARTICULIÈRES

« Nous sommes des chercheurs de sensibilité de gauche. Universitaires ou professionnels – géographe, économistes, aménageur – reconnus dans nos spécialités d'études urbaines, nous avons, pendant des décennies, essayé d'œuvrer pour une société plus juste, une ville plus équitable, des métropoles plus solidaires, des territoires plus équilibrés. Nous lutons pour que l'école de la République qui émancipe, l'accès aux soins qui donne des chances égales à

tous, la formation à un travail justement rémunéré pour chacun, la disposition d'un logement digne pour tous les habitants de ce pays, le souci constant de protection et de sauvegarde indispensable de l'environnement, deviennent des réalités. Nous n'y sommes pas toujours parvenus. Mais dans le concert des nations, la France n'a pas non plus à rougir de ses espoirs déçus, de ses réalisations incomplètes et de ses attentes légitimes.

« Des femmes et des hommes de bonne volonté »

Dans la crise politique que nous vivons aujourd'hui, nous refusons le dilemme manichéen dans lequel on veut nous enfermer les 30 juin et 7 juillet prochains, entre un Rassemblement national qui cache mal ses vieux démons sous une dédramatisation de façade, et un Nouveau Front populaire, assemblage factice fait à la hâte de frères ennemis, qui ne sont d'accord sur rien d'essentiel, sinon se faire élire.

Le 7 juillet au soir, il faudra bien, dans une fracturation mortifère, trouver des femmes et des hommes de bonne volonté, de gauche, de droite et du centre, pour construire ensemble, sinon une société consensuelle, du moins des compromis rationnels sur les sujets qui nous divisent actuellement, au lieu de nous rassembler : financement et âge de la retraite, entre espérance de vie qui s'allonge et aspirations légitimes de celles et ceux qui ont commencé tôt à travailler, protection et promotion de l'emploi et indemnisation du chômage, équilibre et accueil des flux migratoires entre traditions d'assimilation, capacité d'intégration et besoins économiques, fin de vie entre dignité et respect des convictions, et plus difficile encore, partage plus équitable de la richesse produite, sans décourager l'investisseur, ni démobiliser le citoyen, et toujours mise en pratique d'une écologie positive, qui ne soit pas punitive pour une agriculture et une réindustrialisation nécessaires. Programme ambitieux, indispensable, mais pas insurmontable !

Dès le 30 juin, c'est à ces arbitrages politiques, plus qu'à des choix parti-

sans et réducteurs que nos concitoyens sont conviés. Plus qu'au ralliement à des programmes extrémistes, ils sont invités à la réaffirmation de valeurs d'humanité et de solidarité qui font les sociétés dignes de ce nom.

L'avenir dépend de nous en responsabilité ! Au siècle dernier, aux lendemains d'épreuves plus tragiques encore – les saignées démographiques de la Grande Guerre, les destructions matérielles et morales de la défaite et de l'occupation de 1940-1945 –, notre peuple a su trouver la force et les ressources pour se rassembler sur l'essentiel pour reconstruire le pays. Nous ne doutons pas que 2024 sera dans cette continuité. Dès le premier tour des élections législatives, choisissons localement en conscience celles et ceux qui nous paraissent le mieux incarner cette espérance. >>>

(1) aménageur, groupe de la Caisse des dépôts ; (2) économiste, professeur au Conservatoire national des arts et métiers ; (3) professeur à l'université Paris Nanterre ; (4) économiste, professeur à l'Université de Bordeaux.

Les soldes d'été démarrent

Les soldes d'été débutent aujourd'hui presque partout en France. Voici à quoi vous attendre en cette période de prix bradés.

De Rennes à Vannes en passant par Carhaix, les soldes d'hiver n'avaient pas fait le bonheur des commerçants. Partout en France, l'achat utile a remplacé l'achat plaisir qui augure de bonnes ventes. Qu'en sera-t-il cet été ? Les soldes commencent ce mercredi dans la plupart des départements français, et dureront quatre semaines.

Le prix reste l'élément déclencheur. « Les premières réductions servent à attirer les clients », dans un climat plombé par la météo et la situation politique, observe Laurent Landel, président de Bonial, spécialisé dans la digitalisation des catalogues des enseignes. Mais la « baisse doit vite être élevée car les opérations promotionnelles se multiplient » entre le *black friday*, les pré-soldes ou les ventes privées. Selon lui, les clients estiment la promotion idéale à 36 % pour sortir leur carte bancaire, contre 40% l'été dernier, alors que l'inflation était beaucoup plus importante.

Néanmoins, l'expert rappelle que « les soldes sont les vraies périodes de bonnes affaires car les commerçants peuvent vendre à perte ».

Seuls des articles proposés à la vente depuis au moins un mois avant le début de la période peuvent être soldés, rappelle le ministère de l'Éco-



Les soldes d'été dureront quatre semaines.

PHOTO : ARCHIVES OUEST-FRANCE

nomie. C'est le prix le plus bas au cours des trente derniers jours sur lequel doit s'appliquer la réduction.

En cas de défaut de fabrication non apparent, de défaut de conformité ou de service après-vente, les consommateurs disposent des mêmes droits pendant les soldes que le reste du temps. Que l'article soit acheté en solde ou non, le consommateur peut retourner un produit au vendeur pour échange ou remboursement sous quatorze jours à compter de la livraison, sans aucune pénalité.

Samuel AUFFRAY.

Une taxe mondiale sur les ultrariches ?

Le Brésil, qui assure cette année la présidence du G20, plaide pour une taxe mondiale sur les plus fortunés.

« Partout dans le monde, les ultrariches ont de très faibles taux de taxes. Cela alimente les inégalités », avance l'économiste français Gabriel Zucman, lors de la présentation d'un rapport sur les conditions d'application d'un impôt international sur les plus fortunés. Le Brésil, qui défend l'initiative, en a fait l'un des axes forts de sa présidence du G20, dont les ministres des Finances et gouverneurs des banques centrales doivent se retrouver en juillet. Cet impôt « est techniquement faisable », défend le professeur à l'université de Berkeley en Californie.

Son rapport s'appuie sur l'exemple de l'impôt minimum coordonné sur les multinationales, pour démontrer que cette taxe est possible même si tous les pays ne l'adoptent pas. Il suffit de mécanismes de « collecteur d'impôts en dernier ressort », indique-t-il.

La taxe concernerait ceux qui disposent de plus d'un milliard de dollars, soit environ 3 000 contribuables dans le monde, et s'élèverait à 2 % de leur richesse. L'impôt rapporterait, selon lui, entre 200 et 250 milliards de dollars par an dans le monde. « Il s'agit d'une proposition sensée et sérieuse qui est dans l'intérêt éco-



3000 personnes dans le monde pourraient être frappées par cette nouvelle taxe.

PHOTO : FRANCK DUBRAY, O.F. (ILLUSTRATION)

nomique stratégique de chaque gouvernement », estime Amitabh Behar, directeur exécutif du groupe d'ONG Oxfam International.

« Il y a dix ans, une telle proposition était jugée utopiste mais elle est de plus en plus populaire », souligne Gabriel Zucman. Les populations y sont favorables et, si les États-Unis y sont opposés, la mesure est soutenue, officiellement, par la France, l'Afrique du Sud, l'Espagne ou encore la Belgique, ajoute le professeur.

Mathilde GOLLA.

Le regard de Chauu

